Les problèmes posés par l’évolution actuelle du parti communiste

Il est hors de doute que l'existence de la Russie soviétique, de même que celle des partis communistes des différents pays posent un nombre de problèmes considérables pour les hommes de notre temps. Pour les uns, tout ce qui vient de l'Est est nécessairement bon et sans critiques possibles. Pour les autres, tout est nécessairement mauvais. Nous rencontrons d'ailleurs nombre de militants anarchistes qui pratiquent d'une manière simpliste une opposition systématique à tout ce qui est communiste. (Il y a quelques mois, nous aurions dit «stalinien») Il est temps de reprendre le problème sans passion et d'analyser les faits à la lumière de nos thèses anarchistes révolutionnaires, c'est-à-dire avant tout par une méthode matérialiste.

Il est souvent amusant d'observer l'attitude des différents réactionnaires en face du fait soviétique. Pas un journal bourgeois qui ne parle à longueur de colonne du danger que le bolchevisme fait courir à la Civilisation occidentale. Pas un journal bourgeois qui n'a déjà présenté au moins quatre ou cinq thèses contradictoires sur ce régime et son comportement. On commente les «tournants» de la politique russe. On est tantôt rassuré, tantôt inquiet. On voit telle ou telle menace ou tel ou tel espoir dans une déclaration anodine de Molotov à l'ONU ou ailleurs. On critique souvent le régime communiste pour ne pas avoir à convenir que le nôtre porte en lui les mêmes tares. On s'émerveille devant les impressions des passagers du «Batory» et on parle ensuite des camps de concentration. Mieux, après avoir voué Staline aux foudres de l'Enfer, de son vivant, les journaux bourgeois le considèrent après sa mort comme le plus grand homme de tous les temps et déclarent que sa mort représente une menace pour la paix.

D'une façon ou d'une autre, les stratèges bourgeois sont incapables de présenter une critique et une analyse cohérente du système soviétique, objet de leurs espoirs et de leurs craintes, tout à la fois. Les chefs communistes sont considérés comme des criminels, mais si l'un d'eux vient à se détacher du système et à «choisir la liberté» il est porté aux nues et on accorde à ses déclarations une publicité considérable. Le «Figaro» publie les déclarations du Campesino, on tire le livre de Kravchenko à des milliers d'exemplaires. On dit: «Vous voyez bien que le socialisme est impossible» et les mêmes d'affirmer un autre jour que le Socialisme est inexistant en URSS; sans s'apercevoir que les déclarations ce détruisent. Enfin, il faut savoir qu'il existe dans le monde capitaliste occidental une conspiration centre l'Union Soviétique qui est dirigée par le Vatican qui rêve, depuis la fameuse histoire rocambolesque de Fatima de «convertir la Russie». Si certains militants anarchistes véhiculent sans discernement les différents boniments de la propagande «aux ordres», d'autres sont impressionnés par l'acharnement des réactionnaires contre l'URSS et se défendent de faire ce que l'on appelle classiquement l'«anticommunisme». Il suffit qu'un nouveau tournant de la politique bolchevique ait quelque allure démocratique pour que le désarroi soit à son comble. Nous vivons certes dans le monde occidental et sommes solidaires du climat. En révolutionnaires véritables, nous devons, cependant, avoir des positions nettes. Pour ce faire, il n'y a pas d'autres solutions que de confronter le but à atteindre avec les méthodes propres à atteindre ce but. Et ceci, lucidement, sans parti pris.

Chacun d'entre nous côtoie tous les jours, sur son lieu de travail ou parmi ses relations, des militants du P.C. Il faut bien dire que la plupart du temps, ces hommes sont devenus communistes initialement pour les mêmes raisons que nous sommes devenus anarchistes. Ils ne connaissaient alors pas du tout le fonds des doctrines, pas plus que nous d'ailleurs, et le militantisme les formant le fossé s'est creusé entre eux et

nous. Devons-nous nous en réjouir? Nous avons toujours été frappés par ce qu'écrivait Gaston Leval dans «L'indispensable Révolution»: «Ce qu'on appelle le Communisme russe est une force énorme qui, si elle était vraiment ce que tant d'admirateurs supposent, donnerait à ceux dont la vie entière a été et continue d'être un combat pour la justice et la liberté, la conviction que l'Humanité est sur le point d'arriver aux buts d'émancipation économique, politique et sociale qu'ils poursuivent, pour elle, depuis toujours. Et ce n'est pas de gaieté de coeur que nous, qui avons fait toujours le sacrifice de notre bien-être, de notre liberté, qui avons risqué et risquerons notre vie sans hésiter pour améliorer le sort de l'espèce à laquelle nous appartenons, sommes obligés de déclarer: La solution bolchevique n'est pas une promesse d'émancipation.»

Il est, bien sûr, élémentaire de rappeler les points communs et les divergences que nous pouvons avoir avec les communistes. Nous en dirons néanmoins quelques mots pour situer le problème. Les anarchistes révolutionnaires sont partisans du COMMUNISME, ils s'estiment eux-mêmes communistes: c'est un lieu commun. La définition «De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins» est une définition qui nous satisfait entièrement et nous la retrouvons dans le Cours Élémentaire N°4 de l'École du Parti Communiste. Dire que le Communisme créera une économie entièrement soumise au besoins du développement humain, dans l'abondance des biens et la réduction de la part de travail que chacun fournit à la société à ses forces et à ses capacités réelle correspond à l'idée que s'en fait l'ensemble des militants révolutionnaires de toutes tendances. Penser que le but le plus pressant est de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme est le fait de tout «communiste»: qu'il soit communiste anarchiste ou communiste bolchevique. Où nous situons-nous donc? Les anarchistes-communistes pensent que seule la Révolution c'est-à-dire la destruction immédiate du Capital et de l'État peut apporter le Communisme. Il est évident pour nous que ce stade

supérieur nécessite une évolution même après le fait révolutionnaire. Mais le communisme sera réalisé avec le plus de chance que si nous créons au départ une égalité de consommation, c'est à dire une suppression de la hiérarchie de consommation. Notre forme de société est basée sur un pouvoir économique constitué par l'ensemble des systèmes de gestion fédérés librement entre eux en dehors de tout monopole politique et réduisant au minimum la centralisation administrative. Nous avons derrière nous la Commune de Paris, l'expérience de l'Ukraine et celle de l'Espagne. Il est ridicule de notre part d'aller au-delà de ces grandes lignes sans tomber dans le simple domaine utopique. Disons tout de suite que le fait révolutionnaire sera (à notre sens) très différent d'un peuple à l'autre et que le fédéralisme peut seul garantir à nos yeux l'originalité de chacun. Il est absurde de prendre argent comptant les déclarations d'un Pierre Bernard qui, dans son «Monde Nouveau», nous donne des détails extraordinairement précis sur la société libertaire future. James Guillaume écrivait déjà en 1876 dans «Idées sur L'organisation Sociale»: «Il ne viendra à l'esprit d'aucun homme sérieux d'indiquer à l'avance les voies et moyens par lesquels doit s'accomplir la Révolution... Une Révolution est un fait naturel et non l'acte d'une ou de plusieurs volontés individuelles: elle ne s'opère pas en vertu d'un plan préconçu, elle se produit sous l'impulsion incontrôlable de nécessités auxquelles nul ne peut commander. Aussi, disons après Bakounine: «Entre les deux tendances (communistes autoritaires et communistes anti-autoritaires), aucune conciliation n'est aujourd'hui possible. Seule la pratique de la Révolution Sociale, de grandes expériences historiques nouvelles, la logique des évènements pourront les ramener tôt ou tard à une solution commune».

Nous avons indiqué «nos voies et nos moyens». Le mouvement anarchiste international a fait des expériences. Une grande expérience historique nouvelle a eu lieu, c'est l'expérience bolchevique qui s'étend sur la moitié du globe. Nous pouvons

déjà maintenant compter les points et savoir si la fusion dont parlait Bakounine est possible aujourd'hui. En un mot: au XIX^{e} siècle, marxistes et anarchistes posaient des idées et des méthodes différentes. C'est parce que nous avons des raisons profondes, en face de l'analyse des résultats que nous sommes restés anarchistes et que nous ne sommes pas devenus bolcheviks. Les anarchistes révolutionnaires croyaient au fait révolutionnaire naturel. Les marxistes ont voulu s'appuyer sur une société intermédiaire au communisme, basée sur l'État. Cependant leur conception matérialiste les conduisait néanmoins à penser aussi que le fait révolutionnaire était naturel. Cafiero dans une lettre à Engels qui est célèbre sentait déjà la contradiction profonde et s'étonnait que son correspondant puisse se dire matérialiste en admettant la conception autoritaire. Qu'est-ce que cela a donné? Les «études Soviétiques» d'octobre 1952 (page 5) nous répondent: «Le Parti Communiste utilise le Pouvoir d'État comme un levier». C'est en fait dans la conception de la «dictature du Prolétariat» le prolétariat qui a délégué ses pouvoirs à l'État. Conception idéaliste qui n'est qu'une pure affirmation gratuite. On lit dans le même opuscule à la page 5: «La dictature du Prolétariat s'exerce grâce aux forces du Parti et sous ses directives», à la page 6, on lit: «Les directives et les appels du Parti deviennent des directives pour l'action de masse». On voit, dans ce cas, que le prolétariat ne joue, en fait, aucun rôle réel dans l'exercice de la prétendue dictature qui porte son nom. Comment dès lors penser que logiquement le prolétariat exercera un jour le pouvoir direct dans la société communiste sans simplement préjuger de la bonne volonté des gouvernants socialistes qui sentiraient science infuse le moment «historique» venu d'abandonner leur Pouvoir personnel? On voit déjà que cette raison, à elle seule, peut nous faire conclure que la voie étatique ne peut en aucune manière mener au communisme.

Mais il serait simpliste de croire que les bolcheviques en sont arrivés à cette conception du jour au lendemain. Les

statuts de l'Internationale Communiste de 1919 déclaraient: «L'Internationale communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la SUPPRESSION COMPLÈTE DE TOUT RÉGIME GOUVERNEMENTAL». Il existait donc encore à cette époque, malgré la reconnaissance de la nécessité de la Dictature du Prolétariat, deux points communs fondamentaux entre les anarchistes-révolutionnaires et les bolcheviques, à savoir: la nécessité du fait révolutionnaire et LA SUPPRESSION DE L'ÉTAT posée comme but à atteindre. Que s'est-il passé? Le cours n°4 de l'École Élémentaire du P.C. cité plus haut nous l'apprend: «La société communiste est caractérisée par le DÉPÉRISSEMENT DE L'ÉTAT quand n'existe plus à l'extérieur de grands pays capitalistes». Tout est là! C'est l'encerclement capitaliste qui justifie le maintien de l'État en Russie, c'est l'encerclement capitaliste qui justifie tout. Cette justification a entraîné tout le reste puisque Staline en venait à la conception du Communisme dans un seul pays qui donnait des déclarations extravagantes dans le genre de celles-ci: «Il est nécessaire de maintenir l'État même dans le Communisme, si l'encerclement capitaliste subsiste».

Et nous savons que le maintien de l'État, c'est le maintien d'une classe dominante. (Marx ne disait-il pas que l'État est l'expression de la classe dominante?). Nous savons qu'en U.R.S.S. le maintien de l'État c'est le maintien de l'inégalité de consommation. (Fernand Grenier avouait dans les Études Soviétiques d'avril 1947 l'existence de 8 catégories de salaires du manoeuvra à l'ouvrier qualifié). Gaston Leval écrivait fort justement dans son livre «Le Communisme»: «L'État est, on le voit, l'oeuvre d'une classe qui se crée en le créant, qui s'impose à sa façon et qui exploite la société à sa façon. Il sera toujours une source d'inégalité et il la fera naître là où elle n'existe pas. Ceux qui veulent parvenir à l'égalité économique, ceux qui veulent atteindre le Communisme véritable doivent renoncer à l'erreur funeste d'y

parvenir par l'État...»

Mais tout ceci pose un problème très grave, même pour nous, anarchistes. On nous objectera toujours: L'U.R.S.S., le Parti Bolchevique pouvait-il faire autrement? En un mot, est-il possible de maintenir un régime révolutionnaire tout seul, sans l'existence d'une Révolution mondiale? Imaginons que l'expérience communiste libertaire d'Espagne ait réussi, que le régime de Franco ait été vaincu. Aurions-nous pu tenir le coup devant l'encerclement capitaliste qui n'aurait pas manqué de se produire? Je ne prétends pas répondre à la question. Nous aurions sans doute trouvé une solution. Cette solution n'aurait-elle pas été une entorse à nos principes? Toujours est-il que la situation de l'U.R.S.S. a provoqué une dictature personnelle sanglante justifiée par l'argument de «tenir le bastion du Socialisme à tout prix».

La position d'isolement de l'U.R.S.S. a amené les Partis communistes de l'Occident à composer avec l'adversaire et même à participer aux gouvernements bourgeois sous prétexte de tactique. Car bien sûr, il ne s'agissait que de tactique au départ. Au temps de Lénine, les bolcheviques n'envisageaient la présence de députés ouvriers dans le Parlement bourgeois que dans un but d'agitation. Sous le règne de Staline, ceux-ci participèrent. Pouvaient-ils faire autrement? Quand on a la main dans l'engrenage, tout le corps y passe...

C'est à ce point de notre étude qu'il nous faut examiner la théorie de l'autre tendance marxiste appelée «sociale-démocratie». Les sociaux-démocrates pensent que l'on peut arriver au Socialisme en utilisant les institutions bourgeoises, en y participant et en les réformant petit à petit. Ils nient donc le fait révolutionnaire. Ils prétendent que les révolutionnaires ne sont pas réalistes et nient en fait la loi de l'évolution naturelle qu'ils sont censés, eux, réformistes, ne pas transgresser. James Guillaume, dans son livre «Idées sur l'organisation sociale» démontrait déjà leur erreur:

«La société moderne subit une évolution lente: des idées nouvelles s'infiltrent dans la masse, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'Humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu. C'est une évolution insensible, graduelle, tout à fait conforme à la théorie scientifique. Mais, chose dont ceux à qui nous répondons ici, ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre. Elle rencontre une opposition souvent violente...»

En fait, les sociaux-démocrates nient l'existence de ce qu'il a été convenu d'appeler la Réaction: c'est-à-dire les forces de résistance du Capitalisme. Cela les conduit à faire le jeu du régime qui se renforce grâce aux réformes.

Jean GRAVE écrivait en 1910 dans son livre «Réformes et Révolutions»: «Le Parti Socialiste Révolutionnaire lorsqu'il débuta, après la Commune, se lança dans la lutte électorale sous prétexte de propagande à faire; se croyant sauvegardé par les considérants révolutionnaires de son programme, où il était dit que la lutte électorale n'était qu'un moyen d'agitation, la Révolution restant le seul moyen d'émancipation du prolétariat. On sait ce qu'il en est advenu. Pris par la lutte électorale, les considérants révolutionnaires se sont égarés en cours de route, il n'est resté de révolutionnaire que l'étiquette. La conquête du Pouvoir politique est devenu le vrai credo et l'on fait espérer aux travailleurs leur affranchissement par des lois protectrices, et les élus socialistes collaborent aux mesures de répression que les ministères bourgeois (dont ils font partie) prennent contre leurs électeurs lorsqu'ils s'avisant de montrer l’énergie que, pour faire leur fortune politique, leur conseillèrent, autrefois ceux qu'ils ont eu la naïveté s'envoyer prendre place au milieu de leurs pires ennemis, les faiseurs de lois.» On voit, par cette citation que les socialistes réformistes eux-mêmes étaient, eux aussi, comme

les communistes partis d'une définition d'un but révolutionnaire. Lénine avait repris, après eux, la même idée. Nous avons assisté, sous Staline, aux mêmes résultats…

Mais Staline est mort… Il y a, paraît-il, quelque chose de changé. Le XX^{e} Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. vient d'avoir lieu et ses conclusions sont toutes basées sur le fameux rapport Krouchtchev qui a défini la soi-disant nouvelle politique, jetant une fois de plus le désarroi dans la presse bourgeoise et… parmi les partis communistes occidentaux eux-mêmes. Ce qui se passe aujourd'hui infirme-t-il notre thèse? Nous allons examiner, pour ce faire, le fameux rapport et ce qui en découle.

Toute la première partie du rapport est consacrée à une apologie de l'industrialisation de l'U.R.S.S., des bienfaits de la planification. Sans nous arrêter sur les statistiques présentées par Krouchtchev, disons que cette industrialisation qui s'explique par le besoin de rattraper le retard de l'économie d'un pays arriéré n'a rien de «socialiste» par elle-même. Nous imaginons que le Japon au début du siècle aurait pu raisonner de la même façon. Krouchtchev voit, en face des réussites de la production russe une accentuation des difficultés des pays capitalistes. Il pose ensuite le principe de la coexistence pacifique. Voilà qui n'est guère nouveau et nous confirme simplement qu'il n'y a, à aucun moment, renoncement à la théorie stalinienne du «communisme dans un seul pays» dont nous parlions plus haut. «Le principe de la coexistence pacifique des états aux régimes sociaux différents a été et demeure la ligne générale de la politique extérieure de notre pays» déclare Krouchtchev.

Cette question de la «coexistence pacifique» a déjà fait couler beaucoup d'encre. Krouchtchev déclare: «Ce n'est pas une manoeuvre tactique mais un principe fondamental de la politique soviétique». Remarquons d'abord que nous avons cessé depuis bien longtemps d'être impressionnés par les soi-disant

principes fondamentaux de la politique «soviétique». Quelles raisons y a-t-il de la coexistence? Krouchtchev nous répond lui-même: «Manquerions-nous de débouchés pour nos marchandises? Non, nous avons tout cela». On trouve un complément à ce point de vue dans la péroraison du rapport (p. 101): «Nous sommes résolument pour la coexistence pacifique, pour l'émulation économique entre le socialisme et le capitalisme.» On se demande ce que signifie en fin de compte ce terme d'«émulation». En fait, la Russie ne manque pas de débouchés et elle va, en même temps entrer en concurrence sur le marché avec les pays capitalistes. Gageons que ce moment étant arrivé, il ne sera plus question de coexistence pacifique. On a vu, dans l'immédiat, les réalisations de cette «coexistence» avec, par exemple, les organisations de conférences économiques à Moscou qui avaient pour but de faire des sourires aux capitalistes de l'Europe occidentale et à renforcer leurs positions par rapport aux capitalistes américains.

Il s'agit donc bien, en fait, d'une simple politique économique.

Quel intérêt ont donc les dirigeants soviétiques à défendre les capitalistes occidentaux, en dehors du fait commercial? Il est possible que, sachant que le pouvoir politique, dont ils sont les privilégiés, ne pourrait pas subsister en cas de crise du Capitalisme mondial et en cas de Révolution mondiale, ils veulent prolonger le bail sous le faux prétexte de défendre la Paix. Car enfin, peut-il y avoir la paix, dans l'existence de ce régime qui, comme le disait Jaurès «porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage?». Krouchtchev développe d'ailleurs une curieuse argumentation: D'une part, l'U.R.S.S. veut la Paix et, d'autre part, il faut traiter avec ces dirigeants «agressifs». Ceux-ci sans doute d'un seul coup seront transformés en anges de la Paix. Car, c'est bien sur les dirigeants capitalistes que compte Krouchtchev, pour réaliser sa paix. Cette théorie est

pernicieuse à plus d'un titre et pourrait justifier notre hypothèse quant à la conservation des privilèges du dit Krouchtchev. En fait, elle a contribué à répandre dans la classe ouvrière l'idée qu'il n'y a qu'à demander aux dirigeants des nations de traiter. C'est en même temps conclure à leur utilité. Car, bien sûr, que deviendrions-nous (sic) si nous n'avions pas Eisenhower et Krouchtchev pour s'entendre. Ceci rappelle les inconscients qui disent: «S'il n'y avait pas de patron, qui paierait les ouvriers?». Paul Rassinier déclare fort justement dans son «Discours de la Dernière Chance»: «Ce fut un enfantillage de laisser s'accréditer cette légende selon laquelle il y aurait, d'un coté des capitalistes et de l'autre des hommes en train de placer un sixième du globe sur les voies qui conduisent au communisme. Le Capitalisme et UN et sous des formes variées ou simplement nuancées, il étend sa domination sur toute la surface du globe. Il est seulement compartimenté, politiquement, et ceci est à l'origine des antagonismes économiques entre ses divers compartiments.» Il est curieux d'examiner les alibis idéologiques employés par Krouchtchev pour justifier la «coexistence». «Jusqu'ici les ennemis de la Paix s'efforcent de faire croire que l'Union Soviétique aurait l'intention de renverser le Capitalisme dans les autres pays en «exportant» la Révolution. Il va de soi que, parmi nous, communistes, il n'y a pas d'adeptes du Capitalisme. Mais cela ne veut point dire que nous nous sommes ingérés et que nous nous apprêtons à nous ingérer dans les affaires intérieures des pays ou règne l'ordre capitaliste». Remarquons, en passant, que cette politique est paraît-il léniniste...Pourtant, elle contredit la Déclaration de l'Internationale Communiste de 1919 que nous citons plus haut. Le malheur de l'histoire est que les partis communistes des autres pays sont bien soumis étroitement à la politique de l'U.R.S.S. (nous venons de le voir à propos du... reniement de l'ancienne politique stalinienne), et que celle-ci abandonnant l'idée de détruire le Capitalisme, les suiveurs n'y pensent plus non plus! Mais Khrouchtchev ajoute cette phrase qui est

très importante: «Il est ridicule de penser que les Révolutions se font sur commande.» Voilà qui est nouveau! Ce n'est donc plus, d'après Khrouchtchev, le Parti Communiste qui dirige la masse et la conduit vers la Révolution. La Révolution est un fait naturel. Nous sommes bien loin des déclarations grandiloquentes sur la direction des masses! C'est l'aspect le plus curieux de la phraséologie des dirigeants soviétiques que de se servir d'arguments révolutionnaires et matérialistes pour justifier leur politique étatique du moment. Car, enfin, si les «révolutions ne se font pas sur commande», il faudrait peut-être remettre on question le fonctionnement complet et les principes de la conception autoritaire de l'«avant garde». Cette première remise en question en entraîne une autre, celle de la conception étatique. Nous voici revenus au temps de la polémique Cafiero-Engels!

Mais Krouchtchev ne tire pas (quant à lui) les mêmes conclusions que nous. Nous l'allons voir.

Il cite d'abord Lénine: «Toutes les nations viendront au Socialisme, cela est inévitable; mais elles y viendront d'une façon non pas absolument identique: chacune apportera ce qu'elle a d'original dans telle ou telle forme de démocratie, telle ou telle variété de dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme de transformation socialiste des différents aspects de la vie sociale. Il n'est rien de plus pauvre au point de vue théorique et de plus ridicule du point de vue pratique, que de voir, sous ce rapport «au nom du matérialisme historique» l'avenir sous une couleur uniformément grise: ce serait un barbouillage, rien de plus». Nous avons donné le point de vue anarchiste-révolutionnaire sur cette question en citant James Guillaume. On voit que notre point de vue diffère peu de celui de Lénine en cette matière. Cependant, qu'on nous permette de dire que les bolcheviques n'ont jamais été capable valablement de réaliser ces originalités de chaque peuple ou de chaque groupe social. Leur système du centralisme

démocratique s'y oppose seul, le fédéralisme peut respecter l'originalité de chaque peuple ou de chaque groupe social. Il n'est pas suffisant d'affirmer, il faut énoncer les possibilités de réalisation. L'exemple des démocraties populaires citées par Krouchtchev à l'appui de la thèse de Lénine n'est pas très convainquant. Le régime de ces pays a été, ou bien imposé par les armes ou ben par un noyautage politique: nous sommes loin du fait révolutionnaire naturel. Il est significatif que l'argument massue de Krouchtchev est constitué par l'exemple yougoslave, alors que les réalisations de Tito ont été faites en dépit et contre le Kominform!

Mais continuons notre citation de Krouchtchev: «Le Léninisme nous enseigne que les classes dominantes ne cèdent pas le pouvoir de leur plein gré. Mais une acuité plus ou moins de la lutte, l'emploi ou le non-emploi de la violence pour passer au socialisme dépendent moins du prolétariat que de la résistance opposée par les exploiteurs, que de l'emploi de la violence par la classe exploitée elle-même. Dans cet ordre d'idées, la question se pose de la possibilité d'utiliser aussi la voie parlementaire pour passer au socialisme. Cette voie était exclu pour les bolcheviks russes qui ont les premiers réalisé le passage au socialisme... Mais, depuis lors, des changements radicaux sont survenus dans la situation historique et ils permettent d'aborder la question d'une manière nouvelle». Et plus loin: «La conquête d'une solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat et des travailleurs créerait pour la classe ouvrière des différents pays capitalistes et d'anciens pays coloniaux des conditions assurant des transformations sociales radicales». Avant d'examiner le fond de la question, nous ferons une première remarque; Krouchtchev qui prétend (pour la propagande) revenir au Léninisme déclare en toutes lettres que «des changements radicaux sont survenus dans la situation». Comme nous l'avons remontré plus haut, ce n'est pas d'aujourd'hui que les partis communistes ont eu recours à la méthode parlementaire. Il

faudrait demander à Krouchtchev, à quel moment sont intervenus ces «changements radicaux»! Le plus curieux de l'affaire, c'est que Krouchtchev, plagiant à l'envers, son prédécesseur, feint de présenter cette politique comme nouvelle par rapport à la conception des premiers bolcheviks: tout cela, comme si Staline n'avait jamais existé. Une première conclusion s'impose: Il n'y a rien dans les idées doctrinales de Krouchtchev qui se différencient fondamentalement du Stalinisme. Cet oubli de l'existence de Staline montre que les procédés sont les mêmes en ce qui concerne les arrangements avec l'histoire. Il nous semble pourtant que la méthode stalinienne de participation au parlementarisme relevait d'un ensemble de positions tactiques sans rapport avec la doctrine qu'au fond, on chercherait vainement chez Staline. Chez Krouchtchev, au contraire, on sent le souci d'énoncer un principe idéologique. Il y aurait en quelque sorte une codification de la participation parlementaire des partis ouvriers. Et c'est ici que nous discuter. Depuis longtemps, l'analyse anarchiste révolutionnaire voyait les P.C. s'engager dans la voie réformiste. Krouchtchev ne fait que confirmer d'une manière éclatante la justesse de leurs prévisions. Que vaut le principe de la participation au régime parlementaire? Y a-t-il vraiment des faits nouveaux pouvant donner raison à Krouchtchev?

Fixons notre position sur ce problème. Le mouvement anarchiste révolutionnaire se prononce et s'est prononcé au cours de son histoire contre la participation au régime parlementaire et aux élections. Cette attitude n'était nullement considérée par nos aînés comme une position tactique. Elle correspondait, en réalité, à une position très précise sur le plan idéologique. La première organisation spécifique anarchiste, l'Alliance fondée par Bakounine, considérait que son action ne devait avoir lieu qu'au sein de la Première Internationale, c'est-à-dire du mouvement de masse de l'époque. Dans cet état d'esprit, les militants les plus conscients de la classe ouvrière ne devaient se séparer à

aucun moment du mouvement syndical avec qui ils faisaient corps. Ce qui les séparait de la conception marxiste, c'était précisément la négation de la valeur de l'action politique, c'est-à-dire de la conquête de l'État (nous en avons abondamment parlé déjà). Le congrès d'Alger de 1902 de la Fédération des Bourses du Travail déclare: «La C.G.T. groupe tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et l'élaboration sur le terrain économique de la société communiste.» Il s'agissait donc bien dans l'esprit de l'époque d'une conquête sur le seul terrain économique. Nous avons tout lieu de penser que cette position était fondamentale. Par la suite, d'autres courants de l'anarchisme ont ajouté des raisons sur le plan éthique que nous ne renions pas d'ailleurs. Mais pour nous, anarchistes révolutionnaires, la notion de non-participation de la classe ouvrière au parlementarisme est lié à notre notion de la lutte de classe. Nous avons cité Jean Grave et son livre de «Réforme et Révolution». Son argumentation peut se résumer de la façon suivante: Aucune réforme en faveur de la classe ouvrière n'est appliquée si l'action ne l'impose. L'idée du vote contribue à faire croire au peuple qu'il est souverain et qu'il peut influencer les évènements par un simple bulletin de vote déposé dans l'urne, ce qui retarde sa prise de conscience. Les lois élaborées par les élus étant appliquées dans un régime de classe ne peuvent fatalement pas être édictées en faveur de tous et expriment forcément en premier lieu les intérêts de la classe dominante. La participation au parlementarisme contribue à faire croire à la classe ouvrière que la solution se trouve dans un changement de gouvernement ou de politique alors que la continuité du régime économique capitaliste maintient l'oppression et l'exploitation. Ceux qui veulent détruire l'autorité ne doivent pas l'exercer. Mais si nous affirmons et estimons que le point de vue anarchiste reposait sur des bases sérieuses, nous pourrions, en révolutionnaires conscients, examiner si le point de vue de Krouchtchev peut infirmer nos thèses. Notre mouvement, lui-même, a déjà fait, dans une certaine mesure, un commencement d'expérience dans ce

sens, lorsque la C.N.T. d'Espagne demanda, en 19365, aux travailleurs de voter pour conjurer le danger fasciste. Non seulement le danger ne fut pas conjuré, mais les fascistes employèrent l'action directe pour leur avènement. Lorsque nos camarades continuèrent leur participation au régime bourgeois en envoyant des ministres au sein du gouvernement républicain espagnol, leur présence servit de caution à l'étranglement de la Révolution (Voir «Lettre ouverte à Fédérica Montseny» par Camillo Berneri dans «Guerre de Classes»). Que faisaient pendant ce temps, les amis de Monsieur Krouchtchev en Espagne? Ils pratiquaient déjà la participation au régime parlementaire bourgeois! Alors que le peuple espagnol faisait sa Révolution, les éléments bourgeois qui avaient peur de perdre leurs privilèges furent favorisés par cette politique des communistes qui ne faisaient d'ailleurs que se calquer sur les socialistes. Mais laissons la parole à Camillo BERNERI: «Lorsque le Parti Communiste Espagnol publiait en août 1936 un manifeste signé par Jesus Hernandez déclarant lutter uniquement pour une République Démocratique, lorsque le même parti confirmait la même ligne de conduite le 15 décembre de la même année, ce n'est pas tant la ploutocratie extérieure et les gouvernements démocratiques que cette organisation voulait rassurer, mais bien les milliers de pseudo-néophytes qui se sont insérés dans ses cadres et dans ceux de l'U.G.T.» – On sait la suite: étranglement de la Révolution espagnole par les éléments petits bourgeois de Madrid et victoire de Franco...

Qu'ont fait les partis communiste et socialiste en France depuis des décades? Leur principale activité se passant au Parlement et dans les différentes assemblées. Ils en sont arrivés à subordonner l'action ouvrière à leur action politique; c'est d'ailleurs ce que dit clairement Krouchtchev lorsqu'il parle de «Solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire des masses.» Et nous avons vu les communistes participant au gouvernement de la «libération» faire taire les revendications ouvrières. Il fallait produire et la grève était devenue «l'arme des trusts». Nous les avons

vus dissoudre les «Milices Patriotiques» en échange d'une place pour Thorez dans le gouvernement. C'est dans le même ordre de choses qu'un ministre des P.T.T. socialiste fit taire «Force Ouvrière» en 1947, au nom de l'intérêt politique général. Des milliers d'exemples de ce genre pourraient être cités! «Cette voie était exclue pour les bolcheviks russes…» dit Khrouchtchev. Lénine déclarait un effet: «Décider, une fois en quelques années, quel membre de la classe dominante opprimera, écrasera le peuple au parlement – voilà le fond du parlementarisme bourgeois!» («L'État et la Révolution»). Comme nous l'avons vu plus haut, Lénine soutenait la thèse de l'agitation faite par les élus au sein de l'appareil bourgeois. Il défendait ce point de vue, alors que les socialistes avaient déjà sombré dans le Pouvoir. Il s'agissait en quelque sorte d'une récidive. Les communistes ont eux aussi sombré dans le Pouvoir. Khrouchtchev déclare qu'il y a des faits nouveaux. Que s'est-il donc passé? – Citons encore Jean Grave: «Par quelle aberration un socialiste, dont tous les efforts doivent tendre à la destruction des institutions qu'il reconnaît oppressives, peut-il s'imaginer faire servir ces mêmes institutions à l'émancipation humaine, alors qu'elle n'a pour but que de faire durer l'état de choses en se prêtant un mutuel appui? De même qu'à une machine montée pour tisser de la toile, tordre des fils, on ne fera pas fabriquer des casseroles ou imprimer le moindre prospectus, même lorsqu'on mettrait pour les conduire des chaudronniers ou des imprimeurs, de même on ne produira pas la liberté de l'autorité. La machine gouvernementale étant montée pour défendre l'ordre et la propriété, c'est-à-dire imposer silence aux réclamations, empêcher les revendications des volés et des opprimés, on aura beau mettre à sa tête ceux qui auront fait les promesses les plus mirifiques d'affranchissement, les critiques les plus violentes contre le système économique et l'exploitation de l'homme par l'homme, ils ne pourront pas faire autre chose que d'abandonner leurs réclamations d'avenir pour assurer la bonne marche du présent.» Car les assemblées bourgeoises ne sont faites que pour légiférer. Qu'ont fait les

députés communistes au sein des assemblées bourgeoises? Ils ont vite compris qu'il leur était impossible d'être constamment dans l'opposition. Il se vote, en effet, de loin en loin, des lois, si caduques soient-elles, en faveur de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne peut s'en désintéresser, ne serait-ce que pour honorer un peu ses promesses électorales. L'expérience nous montre que les lois sociales ne sont appliquées et profitables que lorsqu'elles sont appuyées par l'action ouvrière. C'est sans doute pour cela que Khrouchtchev prend bien soin de souligner le soutien nécessaire de la masse. Mais il est impossible de dire que l'action ouvrière seule impose l'application de la loi car cela rend la présence des députés ouvriers inutile. D'où impossibilité pour un député communiste d'être vraiment un agitateur. Krouchtchev nous dit que les actions des masses ne peuvent se créer artificiellement. Il n'est pas du tout obligatoire que la masse soit à la température suffisante précisément au moment où se vote une loi. Et les députés communistes sont arrivés au cas où une loi sociale a été votée sans la participation directe de la classe ouvrière. Nous savons aujourd'hui que les réformes sociales tendent à renforcer le régime capitaliste en le rendant plus viable. Et c'est là où, en fin de compte, les députés communistes deviennent de simples réformistes employant les mêmes méthodes que les sociaux-démocrates avec les mêmes effets. Il est impossible de sortir de là et comme pour la dégénérescence de la Révolution russe dont nous parlions au début, nous concluons qu'il leur était impossible de faire autrement. Il ne fallait pas y aller!...

Khrouchtchev déclare encore: «Il importe de souligner avec force que si des conditions plus favorables à la victoire du Socialisme ont été créées dans les autres pays, c'est parce que le socialisme a triomphé en Union Soviétique et triomphe dans les pays de démocratie populaires. Or, notre victoire aurait été impossible si Lénine et le parti bolchevik n'avaient pas défendu le marxisme révolutionnaire dans la

lutte contre les réformistes qui avaient rompu avec le marxisme et s'étaient engagé dans la voie de l'opportunisme.» C'est une histoire de fous: si les communistes peuvent employer avec succès des méthodes réformistes c'est parce que Lénine avait dénoncé le réformisme; comprenne qui pourra! Mais cette phrase appelle d'autres commentaires. Il faut noter que Khrouchtchev a senti le danger d'une comparaison possible avec les «sociaux-démocrates», de la part des militants. Il s'en tire par cette pirouette. En fait si Khrouchtchev estime qu'il y a des conditions plus favorables de passage au socialisme, c'est qu'il s'achemine tout doucement vers la théorie sociale-démocrate de négation de la Réaction que dénonçait déjà James Guillaume. Enfin, que vaut cette condamnation de l'opportunisme des réformistes? Observons donc le P.C. Français, par exemple: il est savoureux de lire, dans le numéro de mars-avril 1956 de «Temps Modernes» cette phrase sublime de J.P. Sartre: «C'est le seul parti de France qui ait une politique cohérente.» En fait on chercherait vainement une ligne idéologique dans les différentes positions du P.C. français entièrement soumis à la politique de l'U.R.S.S. et à ses revirements: pour la production en 1945, contre le réarmement de l'Allemagne et ensuite pour une armée allemande autonome; pour Tito, contre Tito, re pour Tito. Contre les «assassins en blouse blanche» – pour leur réhabilitation. Contre le réformisme de Pierre Hervé – pour prendre quelques mois après ses propres positions etc., etc., c'est le modèle de l'opportunisme. Oui, Khrouchtchev a raison d'affirmer comme dépassés la doctrine d'agitation de Lénine et des premiers bolcheviks. Voilà le fait nouveau! Mais ce fait nouveau montre qu'il n'y a, en fait, que deux positions cohérentes possibles: la position réformiste de la sociale démocratie et la position révolutionnaire des anarchistes. Nous avons vu le résultat néfaste de la première – force nous est de choisir la seconde. Le Bolchevisme n'était au fond qu'un compromis et pas une véritable doctrine. Khrouchtchev a levé l'équivoque. Telle sera notre première conclusion.

C'est pour réaliser la «solide majorité au Parlement» dont parle Khrouchtchev que les partis communistes arriveront de plus en plus à s'intégrer aux partis socialistes. Des expériences d'«unions» malheureuses ont rendu la plupart des militants socialistes de tous les pays extrêmement prudents dans leurs rapports avec les communistes. On se rappellera l'expérience de noyautage effectuée par les communistes en Tchécoslovaquie. Mais ce rapprochement avec les sociaux démocrates qui était au début purement tactique est devenu, nous l'avons démontré, un principe idéologique. Cela profitera-t-il aux partis socialistes? Nous ferons pour cela une comparaison: lorsque les Romains conquirent la Grèce, ce furent finalement les Grecs vaincus qui leur donnèrent leur forme de civilisation. De même, les socialistes souvent vaincus et noyautés par les communistes leur ont finalement donné leur doctrine. Mais il est un aspect de ce processus qui reste très important pour nous anarchistes révolutionnaires. Les partis communistes essaient d'entraîner la classe ouvrière dans leurs fluctuations doctrinales par la campagne du «Front Populaire». Un grand nombre de travailleurs qui aspirent à l'unité ouvrière se laissent abuser en confondant l'unité avec des socialistes et des communistes et un front uni de lutte de classe. Nous avons vu que ce phénomène d'union des doctrines réformistes ne peut avoir aucun rapport avec les aspirations à l'unité des travailleurs: aucun rapport ni dans la méthode ni dans les buts. C'est ici que le rôle des anarchistes révolutionnaires devient très important pour montrer aux travailleurs les conséquences néfastes de cette unité artificielle. Il est à remarquer dans cet ordre d'idée que les différents «souvenirs» sur le «front populaire» publiés par la presse communiste sont extrêmement discrets en ce qui concerne les mouvements revendicatifs de 1936. Si nous étions méchants nous pourrions même ajouter que l'unité avec les travailleurs socialistes doit sûrement être une chose très curieuse car pour notre part, nous n'avons que très rarement rencontré des travailleurs socialistes.

Nous parlions au début de cette étude du désarroi des stratèges bourgeois en face du fait soviétique. D'après ceux-ci il y aurait vraiment quelque chose de changé en Russie et tous les journalistes patentés se déclarent très impressionnés par la «déstalinisation». Nous avons vu que pour les principes idéologiques essentiels la position de Krouchtchev ne se différencie pas sensiblement de celle de Staline: coexistence pacifique amenant la collaboration avec les institutions bourgeoises pour arriver en fin de compte aux positions réformistes. Nous avons remarqué tout à l'heure que le seul changement résidait dans le fait que Krouchtchev reconnaît le mouvement naturel des masses. Force nous est de ne pas nous réjouir puisque Krouchtchev déclare: «Pour toutes les formes de passage au socialisme la direction politique de la classe ouvrière avec son avant-garde à la tête est la condition expresse, la condition décisive. Sinon il est impossible de passer au «socialisme». Il s'agit donc encore là d'un simple alibi idéologique; dans ces conditions, la suppression du culte de la personnalité est réduite à de plus justes proportions. Krouchtchev déclare: «l'encouragement du culte de la personnalité amoindrissait le rôle de direction collective dans le parti et aboutissait parfois à de sérieuses omissions dans notre travail». Staline est mort. Aucun de ses successeurs n'a été capable de se rendre prépondérant, on en revient tout naturellement à une direction collective. Outre que cette direction collective est en fait exercée par un petit nombre d'individus, il faut remarquer que ce n'est plus un homme tout seul, mais le Parti tout entier qui est l'objet du culte. Nous pourrions sourire des explications embarrassées des communistes français au sujet de l'abandon du fameux culte le la personnalité. Maurice Thorez déclarait devant le comité central du P.C.F. du 9 mai 1956: «La formule du «parti de Maurice Thorez» est une expression condamnable, et ici je n'examine même pas dans quelles conditions elle a pu surgir. Je dois dire que j'ai protesté maintes fois contre cette formule auprès du bureau politique et de l'Humanité. Je regrette que cela n'ait pas été porté plus vite à la

connaissance du Comité Central.»

Il est vrai aussi qu'on a donné un peu trop d'éclat à certains anniversaires. On sait où cela commence, on ne sait pas où cela finit. N'a-t-on pas vu récemment, dans une fédération, fêter le 25e anniversaire du secrétaire fédéral? Le culte de la personnalité comporte aussi le culte de pas mal de militants à de différents échelons; dans sa région, le secrétaire fédéral est parfois l'homme qui décide de tout, et peut-être avec plus de conséquences graves pour le Parti qu'il n'en résulterait d'une telle situation au Bureau. Politique. Nous pouvons espérer peut-être, sans illusions, que ces prises de positions amusantes et embarrassées pourront faire réfléchir certains militants de base du P.C.F. Mais il serait faux de croire que la démocratie existe pour cela chez les communistes. La condamnation de Staline a été aussi unanimes que ses louanges. Tout au plus cette suppression du culte personnel est-elle destinée à supprimer les barrières et la méfiance entre les communistes et les socialistes. Le fait que Krouchtchev continue néanmoins à stigmatiser les trotskystes prouve que son ouverture ne va pas vers la droite.

Les derniers évènements prouveront aux anarchistes révolutionnaires qu'il est toujours vain de s'attacher à une attaque d'étiquette politique et que le problème idéologique reste celui de notre temps celui de la classe ouvrière. Tous nos coups se sont portés pendant des années contre les communistes seuls et nous avons négligé souvent d'avoir la même sévérité pour les socialistes, dont les aspects nous apparaissent plus débonnaires. En fait, maintenant comme toujours il y a d'un côté la Révolution, et de l'autre, la contre-révolution ou ce qui la favorise. Tout le reste n'est que littérature. Dans cette perspective de pensée, nous disons que nous combattons et combattrons le Réformisme, quel que soit sa forme et le Parti dont il se couvre. Nous tiendrons compte néanmoins de l'existence de militants ouvriers égarés, qui rejoindront un jour le camp de la Révolution, ou qui s'y

trouvent déjà, sans le savoir!

Groupe Gérminal

Nous regrettons de ne pas avoir pu, pour des raisons techniques publier dans ce numéro l'opinion du GROUPE de PARIS sur la question de l'évolution du Régime Soviétique et de sa répercussion sur les Partis communistes. Nous ne manquerons pas de le faire dans notre prochain numéro, car il sera intéressant de faire la confrontation, l'optique des camarades de Paris étant quelque peu différente.